

Fr

JEAN-FRANÇOIS BARÉ

Une pensée positive ?

L

* À propos de Michael M. CERNEA, ed., *Putting People First. Sociological Variables in Rural Development*. Second Edition Revised and Expanded. Oxford, Oxford University Press, 1991, 575 p. (« A World Bank Publication »).

L'Homme 131, juil.-sept 1994, XXXIV (3), pp. 129-136.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 39567

27 OCT. 1994

Cote : B M ex 1 p20

enfin, dessine avec beaucoup d'honnêteté et de rigueur un certain champ des possibles dans un contexte fortement pénétré par la culture américaine contemporaine.

L'argument essentiel est le suivant : « Le modèle [de développement] adopté dans les projets qui ne mettent pas les gens et les peuples au premier plan est en contradiction avec le modèle intrinsèque au processus réel du développement » (p. 8) ; cette contradiction « obère considérablement l'efficacité des projets (*ibid.*) » ; un « usage systématique de la connaissance sociologique (p. 7) », une « attention spécifique à l'organisation sociale en tant que trait central [...] doivent constituer la ' priorité des priorités ' de ' tous ' les projets » (p. 8).

Cet argument est illustré par diverses études de cas : l'irrigation (Coward, Bagadion, Korten, Freeman, Lowdermilk), les populations déplacées (Scudder, Cernea), l'élevage (Dyson-Hudson), les pêcheries (Pollnac), la gestion du domaine forestier (Guggenheim, Spears, Cernea), la création de réseaux routiers (Cook). Les pays et régions évoqués couvrent une bonne partie du globe. Au delà des enjeux pour les sociétés concernées, on soulignera l'importance de ces thèmes pour ce qui est désormais, vu la mondialisation de l'économie, « la » communauté humaine

je ne parle pas spécialement de la forêt tropicale

Trois textes de portée générale concernent l'évaluation des projets (Kottak), la participation paysanne (Uphoff) et le recueil des données (Chambers). Dans son style incisif, ce dernier discute les choix d'enquête disponibles, notamment la confrontation entre la méthode de « l'enquête rurale rapide » (*Rapid Rural Appraisal*), dont la vogue récente fit l'objet de multiples controverses, et les méthodes académiques. Si ces deux types de méthode s'opposent comme « rapide et brouillon » à « long et obscur » (p. 521), l'auteur ne voit pas pourquoi il faudrait absolument choisir, l'important étant d'obtenir des données utilisables et intégrables dans le processus de décision. Les études interdisciplinaires extensives, si courantes dans les grands projets de développement, sont décrites comme « l'une des industries les plus inefficaces du monde » (p. 520). Quant à la discussion concernant l'évaluation des projets de développement, reprise par Conrad Kottak, elle présente, on le verra, quelques difficultés logiques.

Le projet suppose bien sûr une compétence anthropologique mais aussi, et par

monde en matière d'aide au développement qu'« aucune théorie générale du développement induit » (via l'aide économique, par opposition à un développement endogène) « n'a jamais été articulée » (p. 5), « qu'une inattention totale aux dynamiques sociales a été un trait inhérent et endémique aux modèles éconocratiques et technocratiques » et que « le résultat final s'est toujours vengé de cette inattention » (p. 6) ; ou encore que « l'injection de ressources financières massives n'aboutit que dans des conditions où à un édifice préexistant (p. 6) l'apport est minime »

[REDACTED]

gique ou anthropologique et de la pensée « développementaliste » est aussi ancien que l'existence de ces deux courants de pensée. C'est donc une vieille idée qui est ici refoirbée. Les politiques publiques de différents pays dépositaires de sphères d'influence « outre-mer » ont confronté de longue date, avec des fortunes diverses, projets de développement rural et experts de disciplines parfois hybrides relevant des sciences sociales, parmi lesquels, il est vrai, on compte peu d'anthropologues. Ces expériences ont généralement débouché, pour autant qu'on puisse en juger vu leur volume et leur hétérogénéité, sur des considérations critiques assez proches de celles qui déclenchèrent l'entreprise ici commentée : le caractère « vertical » de l'aide, l'absence de maîtrise des chercheurs en sciences sociales quant à la formulation des projets — qui caractérise cette catégorie particulière d'économistes que Cernea baptise ici « éconocrates » —, le caractère non cumulatif des évaluations et donc une incapacité congénitale à l'auto-correction, enfin l'indifférence aux données propres aux populations concernées. Cependant, au cours de cette histoire déjà longue, fonctionnaires et chercheurs parlaient-ils de la même chose ? On peut se

exemple. M. Hobart dans un ouvrage récent à propos des instances récipiendaires comme des agences de développement. « il faut toujours se souvenir que le développement, c'est du 'big business' »⁷. De même, les contraintes et spécificités organisationnelles des agences de développement, la socialisation et la formation des « développeurs », leurs compétences linguistiques constituent des dimensions obli-

toujours incapables de maîtriser leur objet », notamment parce que « les réalités qu'elles aspirent à connaître sont du même ordre de complexité que les moyens intellectuels qu'elles mettent en œuvre »¹⁰.

On pourrait se demander si dénier aux sciences humaines les critères de la scientificité (et donc de l'instrumentalité) ne revient pas à dire qu'elles relèvent de

pour acquis que les hommes utilisent des biens mesurables et ne disposent pas d'une infinité de choix ; et que l'histoire du monde ne résulte pas de leur seule volonté, à supposer qu'elle soit discernable. Pour que cet étrange dialogue se soit en quelque sorte institué, il faut bien que les uns et les autres reconnaissent sans se l'avouer qu'ils ont quelque chose d'important à se dire. Mais quoi ?

C'est cette sorte d'« accrochage névrotique » que cet ouvrage essaie de dépasser dans une tentative d'analyse et de pragmatisme dont je ne connais guère d'équivalent. À critiquer si violemment les modèles et modalités de l'aide économique, on ne voit pas en effet quelle attitude l'anthropologue pourrait bien choisir, sinon se donner les moyens de réformer les « éconocrates » et leurs modèles en apprenant tout d'abord à connaître leur univers et leurs techniques, en plongeant les mains dans quelque cambouis et en montrant ce qu'il peut apporter à la décision économique *hic et nunc* ; car toute attitude critique porte en elle une dimension positive, fût-elle informulée. Ni l'emploi par *Putting People First* d'une méthodologie empirique ni un choix éthique revendiqué ne peuvent donc en soi faire l'objet d'une critique intellectuellement fondée.

Encore un effort, pourrait-on dire amicalement aux auteurs de ce livre. Mais ce serait faire la fine bouche, à la française, devant une entreprise courageuse et pertinente dont les prolongements risquent de se révéler de toute première importance pour les anthropologues dans le monde qui vient. Il faut lire *Putting People First*.

ORSTOM, Paris

CHRISTIAN GHASARIAN

L'anthropologie américaine en son miroir*

Le congrès annuel de l'American Anthropological Association, qui s'est tenu en 1993 à l'hôtel Hilton de Washington, DC, où se trouve le siège de cette association, est un véritable rite d'intensification à l'échelle de cette institution. Son gigantisme et sa démesure ressortent du nombre de sessions et d'

* À propos du 92^e Congrès de l'American Anthropological Association, 17-21 novembre 1993, Washington, DC.

1. L'American Anthropological Association, née au tout début du siècle, compte aujourd'hui plus de 12 000 adhérents. Cette organisation professionnelle, sans équivalent dans les autres pays, traduit et renforce une idéologie corporatiste. Elle comprend 29 sous-sections, parmi lesquelles l'Association des anthropologues féministes, l'Association des anthropologues noirs, l'Association des anthropologues latino-américains, l'Association des étudiants en anthropologie.
2. Un sondage réalisé par l'American Anthropological Association indique que la proportion de femmes qui ont obtenu un doctorat en anthropologie aux États-Unis entre 1971 et 1990 est passée de 28 % à 63 %. Ces chiffres ont sans aucun doute augmenté depuis.